Le pouvoir aux travailleurs

02 Février 2019

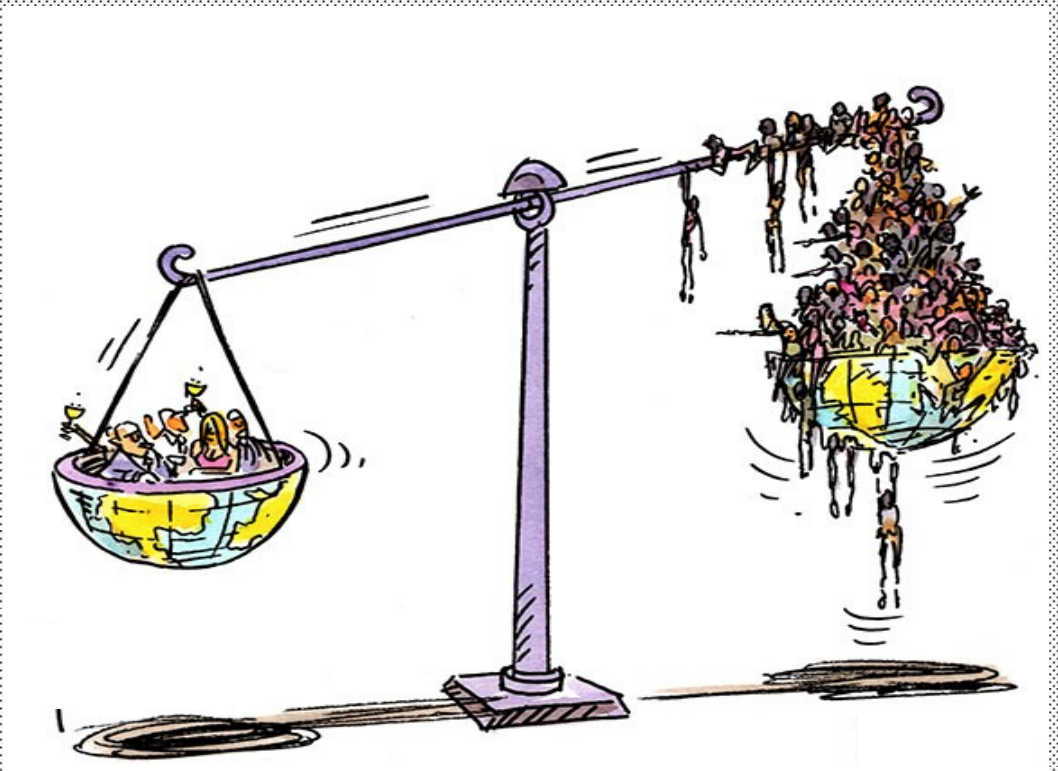
N° 251

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



26 individus possèdent autant de richesses que 4 milliards de personnes dans le monde

Éditorial

FPI, PDCI, RDR, … : LE MÊME CAMP DES EXPLOITEURS ! Page 3

OLHEOL INDUSTRIE : LES TRAVAILLEURS SE FONT ENTENDRE Page 6

METTRE FIN À LA DOMINATION D'UNE MINORITÉ DE PARASITES Page 9

AFRIQUE DE L'OUEST 25 ANS APRÈS LA CRÉATION DE L'UEMOA, QUEL AVENIR POUR LE FRANC CFA ? Page 11

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- FPI, PDCI, RDR, … : LE MÊME CAMP DES EXPLOITEURS !.....	3
- Y-A-IL UNE NOUVELLE DONNE POLITIQUE APRÈS LA MISE EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE DE GBAGBO ? ……..	4 - 5
- OLHEOL INDUSTRIE : LES TRAVAILLEURS SE FONT ENTENDRE	6
- MIBEM : LA SITUATION DES TRAVAILLEURS EST LE DERNIER SOUCI DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT !……..	6
- TRAFICS DOUANIERS, FRAUDES ET CORRUPTION FONT PARTIE DU CAPITALISME ……	7
- PAROLE… PAROLE !…….....	7
- TOUMODI : LES ÉLÈVES MANIFESTENT CONTRE LA PÉNURIE D'EAU POTABLE ……..	8
- KOUMASSI : UNE NOUVELLE ÉQUIPE DE RAPACES AU POUVOIR	8 - 9
- METTRE FIN À LA DOMINATION D'UNE MINORITÉ DE PARASITES	9
- LES PROFITS GRIMPENT, LA MISÈRE AUSSI ! ….....	9 - 10
- ÇA SENT LE POURRI !……...	10
- AFRIQUE DE L'OUEST 25 ANS APRÈS LA CRÉATION DE L'UEMOA, QUEL AVENIR POUR LE FRANC CFA ?…….	11

E d i t o r i a l

FPI, PDCI, RDR, … : LE MÊME CAMP DES EXPLOITEURS !

Les élections présidentielles de 2020 se profilent à l'horizon. Les dirigeants politiques de la bourgeoisie ont commencé à affiner leurs armes : les uns veulent garder leur place à la mangeoire, les autres veulent y accéder.

Le parti au pouvoir, le Rdr, s'est mué en un nouveau parti politique, le Rhdp. Il a enrôlé avec lui de petits partis ou de petites organisations telle que l'Udpci de feu Général Guéi dirigée par Mabri Toikeusse. S'y sont aussi ajoutées des personnalités politiques, ministres ou élus issus du Pdci à l'exemple de Kablan Duncan, guidés par la préservation de leurs postes à la mangeoire.

De l'autre coté, se dessine également un regroupement du même genre : une sorte de « *plateforme* » initiée par le Pdci. Il a pour objectif d'entrainer vraisemblablement le Fpi dans ce regroupement. Guillaume Soro semble être également intéressé par cet appel de Bédié, d'autant plus qu'il n'est plus en odeur de sainteté avec les dirigeants du Rdr et a été éjecté de son poste de président de l'Assemblée nationale par Ouattara.

Dans tous les cas, ces combinaisons peuvent encore changer d'ici les élections. Ces dirigeants politiques sont interchangeables du fait que rien de fondamentale ne les différencie. Ils peuvent donc s'unir, se séparer ou changer de camp en fonction de leur intérêt du moment. D'autres alliances se sont ainsi faites et défaites dans le passé.

Alors, aux Présidentielles de 2020, nous aurons peut-être encore droit aux mêmes têtes qu'en 2010, avec Ouattara, Gbagbo et Bédié comme principaux candidats. Cela dit, que ce soit avec ces trois-là ou leurs semblables plus jeunes que sont les Bakayoko, Gon Coulibaly, Soro Guillaume, Affi N'Guessan, Blé Goudé et consorts, pour les travailleurs et les populations pauvres, c'est du pareil au même.

Ne nous laissons pas tromper par leurs discours sur la « *réconciliation* » et le « *pardon* ». Ces gens-là se réconcilient et se font l'accolade un jour, ils arment des milices et font la guerre le jour suivant. D'autant plus facilement que ce sont toujours les travailleurs et les populations pauvres qui en paient ensuite le prix ! Les travailleurs, les pauvres en général, n'ont aucun intérêt à être à la remorque de ces dirigeants politiques. Ces gens-là servent avant tout les intérêts des riches, tout en veillant sur leur propre compte bancaire.

Y-A-IL UNE NOUVELLE DONNE POLITIQUE APRÈS LA MISE EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE DE GBAGBO ?

Après avoir passé plus de sept années derrière les barreaux de la CPI (Cour pénale internationale) de la Haye, aux Pays-Bas, Laurent Gbagbo et son ex-ministre Charles Blé Goudé ont été acquittés le 15 janvier dernier, puis « *libérés sous conditions* » depuis le 2 février. Selon toute vraisemblance, Gbagbo sera assigné à résidence en Belgique. Sa libération est soumise à de nombreuses restrictions comme par exemple l'interdiction de s'exprimer dans la presse, de sortir de la commune de résidence, etc., en attendant la délibération définitive du tribunal. Il peut à tout moment être reconvoqué par la CPI si celle-ci le décide.

Leur acquittement, même provisoire, a été cependant accueilli avec une certaine liesse, sans trop de débordements toutefois, par leurs partisans en Côte d'Ivoire. Certains ont cru que Gbagbo allait revenir rapidement en Côte d'Ivoire et peut-être même revenir au pouvoir en proposant sa candidature lors de la future élection présidentielle de 2020. Ceux-là devront attendre un certain temps qui dépendra du bon vouloir des juges de la CPI.

Et puis, même si Gbagbo était libéré définitivement, il n'est pas dit qu'il puisse revenir aussi facilement en Côte d'Ivoire parce qu'il est toujours condamné à 20 ans de prison par la justice ivoirienne pour l'affaire du braquage de la BCEAO lors de la crise de postélectorale de 2010-2011. Cette cartouche-là est entre les mains de Ouattara et pourrait éventuellement lui servir de monnaie d'échange pour négocier des arrangements avec Gbagbo et ses partisans.

Si l'acquittement de Gbagbo et de Blé Goudé a été accueilli avec joie dans certains quartiers d'Abidjan, on a vu des scènes de colère et de protestations plus ou moins téléguidées par les autorités politiques. Cela a été le cas autour de la mairie d'Abobo ou dans certaines grandes villes du Nord comme Bouaké ou Korhogo. Certains portaient de grandes banderoles imprimées avec des inscriptions comme : « *Pas de liberté pour Gbagbo* » ou de petites pancartes avec des slogans écrits à la main du genre : « *Blé Goudé père de l'article 125 doit payer* » (référence à une pratique d'exécutions sommaires encouragé par Blé Goudé qui était un des dirigeants des « *Jeunes patriotes* » lors de la guerre civile de 2010-2011). On a entendu ici et là des gens dire ouvertement que « *si Gbagbo revient, la guerre va reprendre !* ».

Comme on peut le constater, les sentiments d'hostilité qui ont prévalu il y a quelques années et qui se sont traduits par des massacres causant plus de 3000 morts et des dizaines de milliers de réfugiés qui ont tout perdu, sont loin d'avoir disparu de la mémoire collective. Le spectre de 2010 hante toujours ceux qui ont vécu les violences de toutes sortes. La crainte de voir resurgir ce même scénario lors des prochaines élections de 2020 est de plus en plus partagé, surtout dans l'hypothèse où les trois principaux protagonistes de 2010 (Gbagbo, Ouattara et Bédié) se représentent en 2020.

Même si les dirigeants politiques, tant du côté du FPI que du RHDP ou du PDCI, n'ont à la bouche que le mot réconciliation, ce n'est que du verni destiné à la

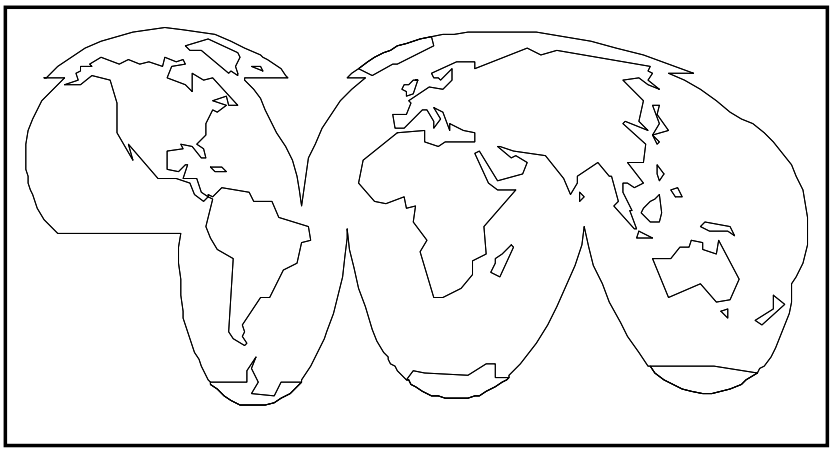
communication médiatique. Ceux qui sont au pouvoir depuis le départ de Gbagbo sont tellement accrochés aux avantages et aux privilèges de toutes sortes que leur procure ce pouvoir qu'ils sont capables du pire pour les conserver. Mais leurs adversaires qui ont perdu le pouvoir sont aussi capables du pire pour y revenir.

Jusqu'à présent, les dirigeants, de part et d'autres, évitent de mettre de l'huile sur le feu. Tout le monde surveille son langage (en tout cas au sommet des appareils politiques) pour ne pas être taxé d'être un fomenteur de guerre civile. C'est pour cela peut-être que jusqu'ici, malgré les scènes de joie ici, des rassemblements de protestation là, la presse n'a pas fait cas de victimes de violence à caractère ethnique ou régionale depuis l'acquittement de Gbagbo. Mais rien ne dit que cela va continuer ainsi.

Le piège pour les travailleurs et plus généralement pour l'ensemble de la population pauvre, ce serait de se laisser entrainer dans cette rivalité entre les dirigeants des appareils politiques pour le contrôle du pouvoir. Tôt ou tard, les dirigeants en compétition vont redistiller le poison de l'ethnisme, du régionalisme ou de l'appartenance religieuse, pour avoir le maximum de soutien électorale sur ces bases-là. Ils l'ont fait par le passé, ils peuvent le refaire à nouveau.

Les travailleurs auront à se méfier de ces gens-là comme de la peste. Ils n'ont aucun intérêt à se laisser diviser en clans derrière tel ou tel politicien fût-il issu de leur village ou de leur ethnie. Leur avenir ne dépend pas de l'arrivée au pouvoir d'un clan ou d'un autre mais de leurs luttes collectives dans les usines, sur les chantiers, dans les quartiers d'habitations, là où ils subissent, sans distinction ethnique ou régionale, l'exploitation et l'oppression. Toute division entre exploités ne fera que les affaiblir face aux capitalistes qui les exploitent et à l'Etat qui sert de gardien de l'ordre des affameurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

OLHEOL INDUSTRIE : LES TRAVAILLEURS SE FONT ENTENDRE

Le 29 Janvier dernier, les travailleurs d'OLHEOL industrie, une entreprise traitement de graines de coton basée à Bouaké, ont bloqué l'entrée de l'usine en signe de colère. Ils sont une centaine à avoir travaillé pendant des mois sans être payés. Ils demandent le payement des arriérés et des dédommagements.

Les autorités, comme à leur habitude, pour sauver la mise au patron, demandent aux travailleurs qui n'ont encore rien obtenu de mettre fin au blocage pour aller à la table de négociations. Ça c'est une stratégie bien connue pour casser la mobilisation des travailleurs. La suite dépendra de la détermination des travailleurs à aller jusqu'au bout de leur lutte.

MIBEM : LA SITUATION DES TRAVAILLEURS EST LE DERNIER SOUCI DU PATRONAT ET DU GOUVENEMENT !

Mibem, une entreprise de fabrication de boissons alcoolisées, vin et liqueurs, située à la zone industrielle de Koumassi a été fermée récemment par décision gouvernementale suite à un contrôle sanitaire. Cela a été annoncé à grande pompe lors d'un conseil des ministres. Dès cette fermeture, les travailleurs ont été mis en chômage technique sans salaire, comme des malpropres !

Les travailleurs ne sont en aucun cas responsables de l'hygiène dans cette entreprise mais au contraire ils en sont les victimes. Pourquoi devraient-ils subir les conséquences de la fermeture, sans indemnité ni reclassement ?

Mais, on le voit, ce n'est pas là le problème du gouvernement, qui aurait bien pu obliger le patron à continuer à payer les salaires des travailleurs, le temps nécessaire à la remise dans les normes des installations. Le gouvernement a choisi de laisser les travailleurs à leur triste sort, sans faire débourser un centime à l'employeur.

Ce qui veut dire que les travailleurs de Mibem n'auront d'autres choix que de s'organiser et de se battre collectivement pour défendre leurs droits légitimes.

L E U R S O C I E T E

TRAFICS DOUANIERS, FRAUDES ET CORRUPTION FONT PARTIE DU CAPITALISME

Les gens des impôts ont dévoilé à la presse une fraude de 3 milliards de francs opérée par une société importatrice dans la zone industrielle de Yopougon. Elle importe des produits divers : matériaux de constructions, produits d'entretien de maison, ustensiles de cuisines, etc. Pour ne pas payer ses impôts elle vend sa marchandise sans délivrer une « *facture normalisée* ».

Cette entreprise n'est certainement pas la seule à arnaquer ainsi le fisc, et probablement aussi la douane. Ainsi, il n'y a pas longtemps, par exemple, des gens de la douane ont constaté que durant toute une année, dans leurs statistiques il n'y avait pas de trace d'importation d'une seule boîte de tomate concentrée et peut-être même de sardines. Il y a eu aussi récemment l'affaire des voitures de luxes non déclarées normalement à la douane.

Ces quelques cas dont on a entendu parler ne sont que la partie visible de l'iceberg. Combien d'affaires restent dans l'ombre comme dans les films sur la mafia ?

Alors, pour compenser son manque à gagner, l'Etat préfère taxer les populations pauvres en leur faisant payer jusqu'à 18% de TVA sur le moindre produit ! Contrairement aux capitalistes, elles ne peuvent y échapper !

La fraude et la corruption font partie intégrante de la société capitaliste. Alors, de temps en temps, les autorités font un peu de bruit, histoire de montrer qu'elles luttent contre ces délits. Mais un arbre ne peut pas cacher la forêt.

PAROLE… PAROLE !

A l'approche des élections, le gouvernement fait beaucoup de bruit pour faire croire qu'il fait du « *social* ». Il annonce à grand coup de publicité un budget de 727 milliards prétendument destiné à « *améliorer le quotidien des populations pauvres* ». C'est ronflant mais la réalité est plutôt bien triste !

Voilà, par exemple, un village de 2000 habitants du nom de Kouadio-Konankro, situé dans la région de Toumodi. Son école, fréquentée par 150 élèves, est construite en terre battue, sans portes ni fenêtres. Il n'y a ni eau, ni électricité, ni latrines. Même les « *tables-bancs* » ne le sont que de nom.

Plus près de nous, par exemple dans le périmètre de la « *Direction régionale Abidjan 4* », sur 488 écoles près de la moitié dispose de latrines en très mauvais état et donc non fonctionnelles ; 111 autres n'en disposent pas du tout.
Il est où le « *budget social* » ?

L E U R S O C I E T E

TOUMODI : LES ÉLÈVES MANIFESTENT CONTRE LA PÉNURIE D'EAU POTABLE

Le 21 janvier, les élèves du collège moderne et du primaire d'Angonda, une sous-préfecture de Toumodi, ont manifesté leur ras le bol contre la pénurie d'eau potable. En effet, cela fait plusieurs mois que l'eau ne coule plus du robinet. Les populations sont obligées de se ravitailler dans les puits et cours d'eau environnants, avec tous les risques sanitaires que cela comporte. Et ce sont généralement les femmes et les enfants qui en bavent puisque ce sont eux qui sont affectés à cette corvée.

Ce problème concerne de nombreuses localités en Côte d'Ivoire. C'est le cas à Sikensi où les gens se bagarrent pour avoir l'eau dans les rares endroits qui existent. Que dire des quartiers ouvriers tels que Micao, Biabou, à Abidjan même, où le problème d'eau persiste depuis des années

Les élèves de Toumodi ont donc manifesté leur colère en appelant d'autres écoles à rejoindre leur mouvement. Plutôt que de les écouter, les autorités ont envoyé la gendarmerie pour les mater. Mais cela n'a pas suffi à faire baisser la mobilisation. Le sous-préfet s'est alors vu obligé de venir rencontrer la population. Comme on pouvait s'y attendre, il a tenu des propos pour blâmer les mécontents. Selon lui, les élèves n'ont pas emprunté la voie légale pour poser leur problème. La légalité pour ce sous-préfet c'est de fermer sa bouche alors qu'il est sensé savoir que cela fait plusieurs mois que la population souffre du manque criant d'eau potable ?

KOUMASSI : UNE NOUVELLE ÉQUIPE DE RAPACES AU POUVOIR

Le nouveau maire de Koumassi a procédé au déguerpissement et à la casse des étalages des petits commerçants qui occupaient les trottoirs de certaines artères et avenues de la commune. Il a aussi fait casser des magasins qui, bien que n'étant pas sur les trottoirs, occupaient le domaine public. Le prétexte est la lutte contre l'insalubrité mais en réalité, l'objectif de la mairie c'est de mieux contrôler le petit commerce afin de maximiser ses rentrées d'argent.

Ces petits commerces sont la seule source de revenu pour beaucoup de familles. C'est pour elle donc une question de survie. Elles n'ont d'autres choix que de retourner sur les trottoirs pour vendre des petites choses. Pour la mairie, ces commerçants sont une source de revenus. Généralement, ils doivent d'abord payer pour obtenir le droit d'occuper un emplacement, et ensuite ils payent périodiquement des taxes en tous genres.

L E U R S O C I E T E

Face aux bulldozers de la mairie, l'indignation et la colère des populations étaient palpables.

Ce genre d'opérations est régulièrement mené à travers les communes d'Abidjan, plus particulièrement lors de changement d'équipe à la tête de ces municipalités. Les nouveaux venus procèdent comme des mafias voulant racketter les gens. Leur gloutonnerie finira par provoquer des explosions de colère, et ils l'auront bien mérité !

METTRE FIN À LA DOMINATION D'UNE MINORITÉ DE PARASITES

Une ONG internationale (Oxfam) a produit récemment un rapport sur les inégalités dans le monde. Il en ressort que seulement 26 personnes possèdent autant de richesses que près de 4 milliards d'hommes, soit près de la moitié de la population mondiale. C'est une inégalité criante engendrée par le système capitaliste. Dans ce système, la quasi-totalité des richesses produites par l'humanité, c'est-à-dire par la classe laborieuse, est accaparée par une poignée de riches parasites, tandis que l'écrasante majorité de la population est réduite à la misère.

Cette poignée de capitalistes, forts de la possession de ces richesses faramineuses accumulées depuis des années, domine l'économie mondiale. Ce sont eux qui décident s'ils doivent investir leurs capitaux dans tel ou tel secteur ou de les en retirer. Leurs décisions ne sont guidées que par le profit qu'ils peuvent réaliser. Et ces décisions ont des conséquences dramatiques pour l'humanité toute entière.

Tant que cette minorité de parasites aura la mainmise sur les moyens de productions et les banques, le monde ira à la catastrophe. Seule la classe ouvrière est capable de lui contester ce pouvoir. Elle en a la force et la légitimité car ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses dont dispose l'humanité.

Les moyens dont dispose l'humanité suffisent largement à donner à chacun un logement décent, des soins de qualité, une éducation digne de ce nom, la nourriture, etc. Mais pour cela, il faudra d'abord arracher des mains des capitalistes leur mainmise sur l'économie et mettre en place une organisation sociale plus juste, plus égalitaire, contrôlée par les travailleurs organisés eux-mêmes.

LES PROFITS GRIMPENT, LA MISÈRE AUSSI !

La bourse régionale des valeurs mobilières (Brvm), regroupant une poignée d'entreprises, a fait son bilan récemment. Ce qui en ressort, c'est que ce sont plus de 713 milliards de dividendes et intérêts déclarés qui ont été payés aux actionnaires contre 540 milliards l'année d'avant. C'est une progression de 32 %.

L E U R S O C I E T E

Si les profits s'accroissent pour le patronat, cela signifie par ailleurs une aggravation de l'exploitation des travailleurs.

Dans les usines, la précarité est désormais la règle depuis plusieurs années. Les travailleurs embauchés, c'est-à-dire en CDI, sont partout remplacés par des journaliers encore plus corvéables. Souvent, les patrons ne se donnent même pas la peine de les doter en matériel de protection c'est-à-dire tenue de travail, chaussures de sécurité, gants etc. Partout, les cadences et la pression au travail ne cessent de s'accroitre au point que certains travailleurs doivent se priver de nourriture à midi ou même rester après la descente.

L'ouvrier produit constamment plus de richesse, alors que son pouvoir d'achat est en permanence grevé par l'augmentation régulière des prix, sans que cela se répercute par une compensation sur son salaire.

C'est par cette exploitation de la classe laborieuse que les riches tirent leurs profits. Cette situation ne changera pas tant que les capitalistes ne trouvent pas en face d'eux la force organisée des prolétaires capables de défendre leurs intérêts.

ÇA SENT LE POURRI !

Ouattara s'est vanté d'avoir attiré une foule de plusieurs dizaines de milliers de partisans au stade à l'occasion du 1er congrès du Rhdp. Bédié, en rupture de ban, n'a pas mis longtemps à lui envoyer des pics. Il a déclaré que les gens se sont rendus au stade pour bénéficier tout juste de la « *distribution de riz, de l'huile et d'un bout de chiffon* (pagne) ». En y ajoutant : « *le Rhdp est le rassemblement des détourneurs de deniers publics* ».

On dirait que Bédié parle en bon connaisseur ! Et lui, combien de milliards a-t-il détournés durant ses années de pouvoir ? En tout cas, la petite guéguerre a commencé… en attendant peut-être la grande, comme en 2010 !
À bon entendeur …

AFRIQUE DE L'OUEST
25 ANS APRÈS LA CRÉATION DE L'UEMOA,
QUEL AVENIR POUR LE FRANC CFA ?

Le 10 janvier dernier, les représentants des huit Etats membres de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) ont célébré à Ouagadougou, siège de cette institution, le 25ème anniversaire de sa création.

Le président ivoirien, Alassane Ouattara qui est aussi le président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat de Gouvernement de l'UEMOA a vanté les prétendues « *avancées majeures* » réalisées par celle-ci en matière de « *solidarité … de création d'un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux …*», etc.

Il n'a convaincu que ses pairs car cette institution sert avant tout à maintenir les anciennes colonies françaises de l'Afrique de l'Ouest sous le giron du même impérialisme français à travers le Franc CFA. Elle permet en même temps aux dirigeants des pays membres d'offrir des sinécures à certains de leurs proches.

Si ce 25ème anniversaire a eu un mérite c'est celui d'avoir remis à l'ordre du jour le vieux débat sur le maintien ou non du Franc CFA. De plus en plus d'intellectuels et d'économistes africains se prononcent pour l'abandon pur et simple de cette monnaie qui rappelle trop la période coloniale. Certains disent que chaque État africain devrait être maître de sa propre monnaie pour être maitre de sa souveraineté nationale. D'autres pensent qu'on pourrait garder une monnaie commune entre les pays africains mais que celle-ci ne devrait plus être liée à la Banque de France et arrimée à l'Euro afin de permettre aux Etats africains de produire de la monnaie à leur guise, en fonction de leurs besoins économiques et politiques.

Le débat oppose donc les partisans de l'abandon ou du maintien du Franc CFA. Ils se chamaillent là-dessus mais sur le fond ils sont tous d'accord pour le maintien du système capitaliste qui est responsable de tant d'injustices et de misère en Afrique et de par le monde.

Si le simple fait d'avoir une monnaie « *souveraine* » propre à chaque État africain signifiait un progrès social ou une amélioration de la vie quotidienne de la majorité des populations africaines, on aurait pu le constater dans les pays africains qui ont leur propre monnaie (et ils sont plus nombreux que les membres du CFA). Or ce n'est pas le cas.

Quand on est travailleur ou petit paysan, on ne vit pas mieux en Guinée Konakry, en Mauritanie ou au Ghana (pour ne prendre que l'exemple des pays frontaliers de ceux de l'UEMOA) qu'au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Burkina Faso. Partout c'est la même misère et la même exploitation.

Le problème de fond n'est pas dans le choix de la monnaie avec laquelle seront payés les maigres salaires des travailleurs et les produits cultivés par les petits paysans, mais dans le fait qu'ils sont mal payés et exploités par ceux qui veulent tirer un maximum de profits sur leur dos. C'est à cette exploitation qu'il faut mettre fin et cela ne sera possible que si les travailleurs prennent conscience que l'avenir de la société dépend de la lutte qu'ils seront capables de livrer à la classe des capitalistes et à leurs valets en Afrique et ailleurs.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.